

# La lettre de l'Odas

>> Observer pour mieux agir >>

>> Stratégies et organisations communales

Mai 2013

## Sommaire

- > **Sur les priorités de l'action municipale** p. 03  
La lutte contre la précarité économique toujours perçue comme prioritaire p. 03  
L'impact de la précarité relationnelle et identitaire de plus en plus fortement ressenti p. 05
- > **Sur l'implication des services** p. 06  
Le rôle incontournable des services de solidarité p. 06  
L'ancrage croissant du CCAS dans l'organisation municipale p. 07  
L'ouverture de l'action sociale au développement social p. 08  
Le rôle croissant de l'observation p. 09
- > **Sur la coopération interinstitutionnelle** p. 11  
Intercommunalité : le social n'est guère sollicité p. 11  
Partenariat : les lignes bougent p. 13
- > **Conclusion** p. 15
- > **Méthodologie** p. 15



Cette étude a été réalisée par Héléne PADIEU et Emmanuelle GUILLAUME, sous la direction de Jean-Louis SANCHEZ, délégué général de l'Odas.

La lettre de l'Odas est une publication de l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée  
250, bis boulevard Saint-Germain,  
75007 Paris

Tél : 01 44 07 02 52 - Fax : 01 44 07 02 62  
<http://www.odas.net>

Directeur de la publication :  
Jean-Louis SANCHEZ

Ce numéro a été tiré à 9 000 exemplaires  
ISSN 1265-7476

Avec le soutien de la  
direction générale de l'Action Sociale



## Les villes et le vivre-ensemble

### Enquête sur les priorités politiques et stratégiques des villes de plus de 30.000 habitants

→ Les sondages se suivent et se ressemblent, l'opinion marque une défiance croissante envers les pouvoirs publics. Seule exception à la règle : les maires. Même si l'attachement de nos concitoyens à ces édiles locaux régresse, tout particulièrement depuis 2001, plus d'un français sur deux continue d'apprécier positivement leur rôle<sup>1</sup>. C'est une fois de plus la démonstration que chacun mesure bien la responsabilité du local sur la qualité de sa vie, sur le plan individuel et collectif. Et l'état de déliquescence du tissu social en France, qui se manifeste à travers la crise de confiance de l'opinion vis-à-vis de son environnement humain<sup>2</sup>, ne fait qu'intensifier la nécessité d'une plus grande mobilisation des maires dans la préservation du contrat social. Il est donc indispensable de rechercher si ces derniers font de cet enjeu du vivre ensemble une priorité dans leurs choix politiques et stratégiques.

Le portrait social de la France dressé par Jean Viard dans son dernier ouvrage<sup>3</sup> ne peut laisser indifférent. Il permet de mesurer à quel point les deux principaux espaces de socialisation qu'étaient dans la première moitié du siècle dernier le travail et l'enracinement dans un territoire ne jouent plus ce rôle. Le travail ne représente plus aujourd'hui que 16 % du temps de vie éveillé contre

70 % à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, tandis que le trajet quotidien est en moyenne de 45 kilomètres contre cinq dans les années 50.

Le délitement des anciennes sociabilités doit donc faire place à la mise en œuvre de nouveaux modes d'action pouvant favoriser l'émergence d'autres liens sociaux au-delà de la seule consommation de liens choisis à travers des réseaux sociaux (Inter-

1 D'après un sondage réalisé pour le compte de L'Express par TNS Sofres. cf L'Express du 19 janvier 2013.

2 Selon un sondage exclusif du journal Le Monde (Ipsos Public Affairs) publié le 25 janvier 2013, on relève que seuls 22% des français déclarent pouvoir faire confiance aux autres.

3 Jean Viard, *Nouveau portrait de la France : La société des modes de vie*, Éditions de l'Aube, Paris, 2011.